L'ajournement

[Français]

Mme Lise Bourgault (secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le Président, le député devrait se référer à une étude menée par la Société canadienne des postes qui prouve que les clients qui ont maintenant les services des superboîtes sont satisfaits dans une proportion de 93 p. 100. Ce n'est pas peu dire.

Je pense aussi que le député joue son rôle d'opposition mais, monsieur le Président, il y a quand même une réalité, c'est que, aujourd'hui, la société a changé, a évolué et les services qu'on requerrait il y a dix ans ne sont plus les mêmes services qu'on veut aujourd'hui.

Monsieur le Président, aujourd'hui c'est facile, deux personnes, un couple, les deux travaillent. Les heures d'ouverture et de services doivent donc être offertes en considération de ce nouveau facteur qui change les acquis que nous avions auparavant alors que nous allions au bureau de poste et que nous utilisions les services de telle heure à telle heure.

Monsieur le Président, dans la plupart des collectivités il y a un bureau de poste exploité par des employés de la Société canadienne des postes et, dans plusieurs autres cas, nous n'avons pas choisi les emplacements de ces bureaux de poste. Cela a été fait parfois il y a 10 ans, 15 ans ou même 20 ans. Aujourd'hui, les besoins du marché et tout cela ont changé.

Le coût de l'exploitation de certains de ces bureaux peut absorber presque toutes les recettes qui y sont recueillies et parfois davantage, ce qui ne laisse à peu près pas de fonds pour couvrir les autres coûts du traitement.

Monsieur le Président, il faudrait aussi rappeler que c'est le gouvernement libéral qui a choisi de créer la Société canadienne des postes, et il faudrait qu'il soit conséquent avec lui-même. Les politiques qui ont été mises de l'avant par le gouvernement libéral ce sont celles que le gouvernement essaye de mettre en pratique aujourd'hui, puisque le Comité Marchment disait qu'il fallait continuer avec la Société canadienne des postes.

Monsieur le Président, pour terminer je peux dire que dans toutes les régions où la Société canadienne des postes amène des changements, elle consulte les localités, elle consulte les députés et elle consulte la population qui, une fois qu'elle a connu les services des superboîtes, aime beaucoup les services et je pense qu'elle ne pourrait plus s'en passer.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES—HAÏTI—LE MASSACRE DES
CITOYENS—LA RÉACTION DU CANADA

M. Reginald Stackhouse (Scarborough-Ouest): Monsieur le Président, hier j'ai posé une question au ministre d'État aux relations extérieures à propos de la tragédie à Haïti, et je suis heureux de voir que le secrétaire parlementaire de ce ministère me répondra aujourd'hui.

[Traduction]

Le monde entier a été bouleversé par l'affreux drame dont Haïti a été le théâtre samedi soir et dimanche matin. Nous apprenons que 34 personnes ont été tuées et 60 autres blessées; le seul tort de ces personnes avait été de se rendre au bureau de scrutin dans l'intention de se prévaloir de leur droit de vote dans des élections qui devaient, du moins le croyaient-elles, donner le jour à la démocratie dans leur république victime de tyrannie et d'exploitation depuis de nombreuses années.

• (1820)

Quand les bureaux de scrutin ont ouvert leurs portes à 8 h 30, les Haïtiens étaient loin de se douter qu'ils tomberaient aux mains de criminels et qu'à peine une demi-heure plus tard les élections seraient annulées.

Nous venons de discuter pendant une heure de l'avortement. Cela tombe bien car un avortement politique vient d'avoir lieu à Haïti où un embryon de démocratie a été étouffé avant d'avoir pu naître. Les rues étaient littéralement rouges du sang des Haïtiens.

Cet état de choses nécessite une intervention immédiate, car il n'est pas le seul fait de criminels; il semble en effet y avoir eu à tout le moins une conspiration du silence et de l'indifférence.

Par exemple, le général Namphy, chef du gouvernement provisoire, n'a rien fait pour empêcher la campagne de violence montée contre les candidats, les membres du conseil électoral et les passants en général. Il a refusé de protéger ou d'aider les personnes chargées de procéder à l'énumération équitable des voteurs ou d'assurer la distribution des bulletins de vote.

L'armée ne voulait pas de ces élections; elle a donc négligé de veiller à la sécurité des candidats ou des préposés au scrutin, et elle est revenue sur sa promesse de fournir des hélicoptères pour livrer les bulletins de vote. Elle s'est contentée d'arpenter les rues, affichant la plus complète indifférence envers les passants victimes d'exactions, jusqu'à ce que cet assassinat soit consommé, et que cet embryon de démocratie rende l'âme.

Les États-Unis ont immédiatement supprimé leur aide à Haïti. J'ai demandé ce débat d'ajournement parce que, au Canada, nous devrions avoir la même réaction, peut-être pas absolument identique, mais il faudrait pour servir de notre programme d'aide pour montrer au moins en tant que pays, par l'intermédiaire du Parlement et du gouvernement, que nous nous joignons au monde civilisé à la fois pour exprimer notre dégoût et pour prendre toutes les mesures à notre disposition.

On nous a dit à la Chambre qu'il faut attendre d'avoir obtenu un complément d'information pour pouvoir juger la situation. J'ai demandé ce bref débat d'ajournement, parce que je dois demander à nouveau ce que nous attendons, de combien de renseignements le gouvernement a-t-il besoin. Fait-il aucun doute qu'il y a eu des morts, que les élections ont été annulées, que les militaires sont toujours au pouvoir?

Nous avons vu de nos propres yeux à la télévision des cadavres jonchant le sol, les rues, les isolements. Que nous faut-il de plus? Aux côtés des victimes la démocratie est morte. Pouvons-nous garder le silence? Par exemple, ne devons-nous pas en référer aux Nations Unies pour exprimer et leur demander d'exprimer le dégoût du monde civilisé à l'égard de ce qui constitue effectivement un crime contre l'humanité. Ce ne serait pas un geste vain, car aucun gouvernement, pas même celui d'Haïti, ne peut complètement faire fi de l'opinion mondiale. L'ONU devrait montrer que le massacre du 29 novembre ne sera pas accepté en silence. Ce crime contre l'humanité sera condamné, ces meurtriers seront punis.

J'ai demandé ce débat pour pouvoir à nouveau saisir la Chambre des communes, la plus haute instance de notre pays, de ce crime pour qu'il y soit jugé, pour demander au Parlement, au gouvernement une intervention qui soit digne de nous.